

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

Troyes, le 20 août 2024

Nos réf. : SAU/AV/SP n° 24-443

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25 juillet 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PETIT BATEAU**

15, Rue du Lieutenant Pierre Murard  
B.P. 525  
10000 Troyes

Code AIOT : 0005702103

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 juillet 2024 dans l'établissement PETIT BATEAU implanté 15, Rue du Lieutenant Pierre Murard B.P. 525 10000 Troyes. L'inspection a été annoncée le 03/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre des campagnes de recherche de substances PFAS dans les rejets aqueux, un état des lieux a été réalisé sur les résultats transmis par les exploitants. Ce dernier montre la présence de substances PFAS et d'AOF dans les rejets de certaines installations. La société PETIT BATEAU présente un flux maximal en AOF de 14,4 g/j suite à la réalisation des campagnes de mesures. Par conséquent, l'inspection des installations a procédé à une visite d'inspection le 25 juillet 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PETIT BATEAU
- 15, Rue du Lieutenant Pierre Murard B.P. 525 10000 Troyes
- Code AIOT : 0005702103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Situé dans l'agglomération Troyenne et site historique de la marque depuis 1893, l'établissement exploite des activités de tricotage, ennoblissement et confection, mais également des activités de développement de produit, de logistique et de gestion financière et commerciale, ainsi que toutes les opérations transversales comme la maintenance. Environ 600 personnes travaillent sur le site et environ le double dans le département de l'Aube.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, la société PETIT-BATEAU à TROYES exploite des installations d'application de teinture et d'apprêts sur des matières textiles (activités classées dans la nomenclature sous la rubrique 2330) et est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 03-4047A du 17 novembre 2003.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Prescriptions complémentaires	1 mois
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Prescriptions complémentaires	5 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des résultats PFAS/AOF dans les rejets aqueux de l'établissement, il convient de mener des actions afin de déterminer les origines possibles de cette présence ainsi que d'étudier les moyens à mettre en œuvre pour réduire voir supprimer ces substances dans le rejet aqueux.

Aussi, il est proposé à madame la Préfète d'encadrer ces démarches par un arrêté préfectoral complémentaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b> La société PETIT BATEAU a adressé un courrier à l'ensemble de ses fournisseurs (matières premières, produit de teinture, produits de maintenance...) afin qu'ils se positionnent sur la présence ou non de substances PFAS dans les produits utilisés sur site. L'ensemble des fournisseurs ont attesté l'absence de substances PFAS dans leurs produits. Seul un fournisseur a indiqué avoir commercialisé à PETIT BATEAU un produit de maintenance (lubrifiant) qui contiendrait des substances PFAS/AOF. Il s'agit du lubrifiant de marque IKV - Fluor MPA2H, commandé en 2015. L'exploitant n'a pu préciser le jour de la visite si ce produit a été acheté en grande quantité, s'il a été utilisé dernièrement et s'il est toujours en stock ou utilisé sur site et sur l'ensemble des ateliers.  Il est noté que l'établissement PETIT BATEAU est certifié GOTS et OEKOTEX, certifications qui encadrent l'utilisation de certains produits sans substance (nocive). A ce titre, l'exploitant interdit à certains fournisseurs la présence de certaines substances dans les produits utilisés.  L'exploitant précise également que le service réglementation de PETIT BATEAU réalise déjà certaines analyses pour la recherche de PFAS dans les matières premières. Ces analyses ne montrent pas la présence de PFAS.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant investit ses recherches sur ce produit lubrifiant afin de connaître quelle quantité a été commandée en 2015, sur quelle période de production il a été utilisé, si ce produit est toujours utilisé et ce, dans quels ateliers, en quelle quantité et sur quels jours de production.  L'exploitant transmet l'ensemble de ces éléments à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois.  De par la présence de substances PFAS dans le rejet, l'exploitant ré-examine la liste des produits utilisés par rapport aux substances identifiées dans le rejet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b> L'exploitant confirme que le site ne présente qu'un seul point de rejet aqueux après leur station de pré-traitement qui collecte les effluents de 4 ateliers : <ul style="list-style-type: none"><li>- atelier de teinture pour environ 98 % des effluents collectés,</li><li>- atelier de sérigraphie pour les décors, utilisation de solvants, émulsions</li><li>- atelier d'impression numérique; utilisation d'encre qui, depuis juin, sont récupérées pour être éliminées et traitées via une filière idoine</li><li>- atelier RAME ; four de traitement du tricot (représente de petits volumes mais très concentrés)</li></ul> Pour ce dernier atelier, l'exploitant précise qu'un projet atelier de « cuisine automatique » est en cours de mise en place pour la préparation des bains avec la réutilisation en partie des bains.  La société PETIT BATEAU a réalisé les trois campagnes de mesures pour la recherche de substances PFAS dans son rejet. Ces campagnes ont eu lieu en décembre 2023, janvier et février 2024. Ces campagnes ont bien fait l'objet d'analyses des AOF et des 20 PFAS demandés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait appel au laboratoire AQUANALYSE qui a sous-traité les analyses au laboratoire AGROLAB. Ces deux laboratoires sont agréés ; AGROLAB pour les analyses et AQUANALYSE pour le prélèvement.  Le matériel utilisé pour les prélèvements était celui du laboratoire. L'exploitant confirme qu'un blanc a été réalisé en amont des campagnes. Les résultats de ce blanc montrent l'absence de PFAS/AOF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Exigences pour les prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
<b>Constats :</b> Le prélèvement a été réalisé en sortie de l'ouvrage de pré-traitement des eaux résiduaires, sur une durée de 24h. Pour chacune des campagnes de mesures et après analyse de l'exploitant, quelques activités diffèrent sur les 3 campagnes réalisées : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'activité « retour de grattage » n'a pas été réalisée en décembre contrairement à janvier et février,</li><li>- l'activité de lavage a été plus importante en janvier, moins en février</li><li>- les opérations de nettoyage ont également été plus importantes en janvier.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Précisions des mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
<b>Constats :</b> Les bulletins d'analyses présentés par l'exploitant montrent des limites de quantification (LQ) respectées pour les substances PFAS (<100 ng/l) ainsi que pour les AOF (<2 µg/l). Toutefois, pour la campagne de février la LQ utilisée pour les PFAS a été augmentée à 200 ng/l pour des raisons d'échantillon instable, sans autre précision du laboratoire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a procédé à la transmission de résultats via l'application GIDAF. Les résultats obtenus à la suite de ces trois campagnes de mesures montrent la présence d' AOF pour les campagnes de janvier et de février (flux max de 14,43 g/j), ainsi que la présence de PFAS pour la campagne de janvier (flux max de 0,0419 g/j). Il est noté que l'échantillon de février, qui était considéré comme instable par le laboratoire, peut être remis en cause.  Comme précisé au point de contrôle n°4, certaines activités étaient légèrement différentes les jours où les campagnes de mesures ont été réalisées. Les eaux résiduaires traitées par la station d'épuration correspondent à 4 ateliers différents. La présence d'AOF et de PFAS concerne la campagne de janvier où les opérations de lavage et de nettoyage ont été plus importants qu'aux deux autres campagnes.  L'eau utilisée dans le process est issue de forages qui est alimentée par la nappe. L'exploitant précise qu'il ne sait pas si l'eau utilisée présente des PFAS /AOF.  Comme précisé au point de contrôle n°1, l'exploitant a identifié un produit utilisé en maintenance qui présente des substances PFAS/AOF (produit lubrifiant). Cependant, l'exploitant ne peut préciser si ce produit a été utilisé dernièrement sur le site et s'il est encore.  L'exploitant propose de ré-examiner la liste de produits utilisés et notamment par rapport aux substances PFAS présentes dans le rejet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Afin de déterminer les origines possibles de la présence de PFAS et AOF dans ses rejets, il convient de mener différentes actions, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>déterminer la quantité de produit lubrifiant (Fluor MPA2H) acheté en 2015, quand il a été utilisé et déterminer si ce produit est toujours d'actualité ainsi que les ateliers où il a été utilisé.</li><li>Ré-examiner la liste des produits utilisés notamment par rapport aux substances PFAS identifiées dans le rejet.</li></ul> Ces éléments sont transmis à l'inspection des installations classées d'ici fin octobre 2024. <ul style="list-style-type: none"><li>Vérifier la présence ou l'absence de PFAS/AOF dans l'eau entrant dans le process de fabrication, d'ici fin octobre 2024.</li><li>Mettre en place une surveillance à fréquence trimestrielle sur les rejets aqueux pour suivre les émissions de PFAS et AOF. Cette surveillance débute au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2024, selon les termes de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (notamment la réalisation d'un blanc) et pendant au minimum deux ans.</li><li>Etudier les différentes étapes de son process où les eaux résiduaires sont collectées et envoyées en station d'épuration afin d'identifier les étapes qui justifieraient la réalisation d'un prélèvement pour une recherche de PFAS/AOF.</li><li>L'exploitant détermine et présente, sous un délai de 5 mois, les actions soutenables sur un plan technico-économique pour supprimer, ou à défaut, réduire la présence de PFAS et AOF dans ses rejets aqueux.</li></ul> Au regard de ces différentes actions à mener, il est proposé à Madame la préfète de les encadrer par un arrêté préfectoral complémentaire.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois